



Caritas Congo Asbl

N°064 Juillet - Septembre 2024 www.caritasdev.cd

LEVE-TOI ET MARCHE

Magazine d'informations et d'analyse du réseau national de Caritas Congo Asbl



CARITAS CONGO ASBL ASSOCIE LES CARITAS DIOCÉSAINES À L'ÉCRITURE DE LA 1^{ÈRE} MOUTURE DE SON CADRE STRATÉGIQUE 2025-2030



Lancement de la Campagne « Back to school » : soutenir le retour de l'école des enfants dans la zone de Maluku 2

Témoignage :

Programme SECAL III : Madame Kavugho Laurentine, âgée de 72 ans participe au programme SECAL III où elle a appris à préparer des aliments de protection, de construction qui donnent la force dans l'organisme



SOMMAIRE

Editorial :

- GENECOST, un hommage national aux victimes du génocide congolais

Actualité :

- Le Réseau National Caritas en République Démocratique du Congo dénonce le meurtre de l'un de ses agents humanitaires abattu dans le Territoire de Kalehe
- Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU : une synthèse de Caritas en plaidoyer pour l'Examen Périodique Universel de la RDC

Dossier :

- Kinshasa : Caritas Congo Asbl associe les Caritas diocésaines à l'écriture de la 1ère mouture de son cadre stratégique 2025-2029
- RDC : la mouture du Cadre Stratégique 2025-2030 de la Caritas Congo Asbl écrite sous la facilitation de MCS

Témoignage :

- NORD-KIVU : Kavugho Laurentine est âgée de 72 ans : « Grâce à la séance sur l'éducation nutritionnelle, elle a appris à préparer des aliments de protection, de construction qui donnent la force dans l'organisme »

Redynamisation du Réseau Caritas

- Redynamisation du réseau Caritas : clôture de la rencontre des BDOM : -redynamisation, consolidation des actions sanitaires et celle du réseau de l'Eglise Catholique
- Caritas Congo Asbl fait don d'une moto et imprimante à la jeune Caritas-Développement Tshilomba
- Atelier de réflexion sur l'appropriation de la politique de l'environnement par le personnel de la Caritas Développement Kongolo

Développement :

- Caritas Congo Asbl appuie la participation des OSC à la célébration de la journée internationale des peuples autochtones à travers son projet RECAPTER
- Haut-Katanga : Caritas-Développement Kilwa-Kasenga soutient la population avec les projets de « mobilité » et de sécurité alimentaire
- Programme d'Agriculture durable et meilleure protection des forêts tropicales en RDC : Des femmes encouragées à l'utilisation des foyers améliorés
- Programme SECAL III : les listes de ménages harmonisées lors d'une mission de suivi des activités
- Caritas-Développement Buta distribue des tricycles aux Personnes vivant avec handicap
- Lancement de la Campagne « Back to school » : soutenir le retour de l'école des enfants dans la zone de Maluku 2
- 2^{ème} phase du projet « BANA MPE BILENGE » : des jeunes désœuvrés de Kinshasa ciblés par Caritas pour des formations professionnelles
- Le projet TUDITUALE : un levier pour l'autonomisation économique des communautés de Lubondaie

Urgences :

- Crise du M23 en Diocèse de Butembo-Beni : le Réseau Caritas lance un projet multisectoriel d'urgence pour assister 820 ménages déplacés en zone de santé de Alimbongo
- Haut-Uélé : Caritas plaide pour plus de 1.248 ménages touchés par les inondations à Dungu

Santé :

- La RDC réceptionne les premiers vaccins contre la Mpox
- Caritas Kamina lance la formation des enquêteurs indépendants pour la distribution post monitoring
- Kongolo : des Peuples Autochtones Twa formés sur les soins de santé primaires et le dosage des médicaments en médecine traditionnelle
- Kongo Central : le BDOM Boma en appui aux Centres de Santé pour la sensibilisation et récupération des enfants en conflit avec le calendrier vaccinal

Lève-toi et marche fait parler :

- Journée internationale des peuples Autochtones : Mme Paris Mona, elle-même PA, s'exprime

Carnet de voyage :

- Afrique : Une série d'ateliers sous-région aux de renforcement des capacités des Peuples Autochtones tenue à Douala



Le meurtre de l'un de ses agents humanitaires abattu dans le Territoire de Kalehe



Caritas Congo Asbl associe les Caritas diocésaines à l'écriture de la 1ère mouture de son Cadre stratégique 2025-2029



Les listes de ménages harmonisées lors d'une mission de suivi des activités



Journée Internationale des Peuples Autochtones : Mme Paris Mona, elle-même PA, s'exprime

« *GENECOST, un hommage national aux victimes du génocide congolais* »

Le 02 août 2024, à Kisangani, chef-lieu de la Province de la Tshopo, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a commémoré pour la deuxième année consécutive la journée nationale du génocide congolais, appelé GENOCOST. Cette journée vise à rendre hommage aux millions de victimes des conflits armés qui ont ravagé l'Est du pays depuis près de 30 ans.

La première ministre de la RDC, Madame Judith Suminwa, Représentante personnelle du Président de la République à Kisangani, était allée se recueillir et rendre hommage aux victimes de guerre au nom de la nation congolaise et a dirigé les commémorations sur plusieurs sites à Kisangani, en présence de plusieurs ministres, des autorités locales et bien d'autres personnalités et partenaires du gouvernement.

Pour que ces crimes ne tombent pas dans les oubliettes, cette journée du 02 août rappellera désormais à l'opinion nationale et internationale les souvenirs macabres des atrocités, dont le principal mobile reste l'exploitation illicite des ressources naturelles de la RDC.

GENOCOST signifie « le génocide pour des gains économiques ». C'est une combinaison de Génocide et coût, selon les organisateurs. Ils affirment avoir choisi ce terme pour expliquer la nature économique du génocide en RDC.

En effet, la guerre en est un frein pour le développement d'un pays. Elle détruit les communautés et les familles ; elle entraîne les déplacements de populations, affecte l'accès à la nourriture, à l'hygiène, aux services de santé et à l'eau potable.

Il s'avère malheureusement que plusieurs provinces de la RDC sont confrontées par ce triste phénomène de guerre, particulièrement à l'Est de la RDC, au Nord-Kivu, Ituri et Sud-Kivu. Selon OCHA, depuis le début de l'année 2024,

plus de 1 400 000 personnes se sont nouvellement déplacées en RDC, portant le total à environ 6,4 millions de personnes déplacées. Les femmes représentent 51% de la population déplacées. Plus de 80% des déplacements sont dus aux attaques et affrontements armés. Au cours des 3 derniers mois, le Nord-Kivu, l'Ituri et le Sud-Kivu ont accueilli le plus grand nombre de personnes retournées.

Tous ces déplacés et bien d'autres personnes vulnérables devraient être assistés. Fidèle à sa mission, le Réseau Caritas en RDC contribue tant soit peu à la réalisation du développement humain intégral au pays.

Et cette livraison de « Lève-toi et marche » du Réseau national de la Caritas nous offre un échantillon des activités récentes réalisées visant la promotion de la Solidarité et du Partage, la promotion de la Santé et la promotion du Développement.

Ainsi, au-delà de cet Editorial, intitulé « GENECOST, un hommage national aux victimes du génocide congolais », son Dossier est consacré à l'écriture de la première mouture du cadre stratégique de Caritas Congo Asbl pour 2025-2030.

La rubrique « Actualités » s'est intéressée sur l'annonce du décès tragique de l'un de ses agents, abattu froidement le 19 septembre 2024 dans le Territoire de Kalehe, Province du Sud-Kivu, alors qu'il se rendait à son travail habituel d'accompagnement des communautés locales.

Dans la rubrique « Développement », la Caritas et ses Partenaires ont appuyé les enfants et les jeunes dans les formations et remis des kits scolaires. Elle s'intéresse aussi au lancement de la Campagne « Back to school » pour soutenir le retour de l'école des enfants déplacés dans la zone de Maluku Zainzi qu'à celui de la 2ème phase du projet « BANA MPE BILENGE » : des jeunes

« GENECOST, un hommage national aux victimes du génocide congolais »

désœuvrés de Kinshasa ciblés par Caritas pour des formations professionnelles.

En outre, la Caritas participe à l'amélioration de la sécurité alimentaire des communautés grâce à ses programmes d'Agriculture durable et meilleure protection des forêts tropicales en RDC : Des femmes encouragées à l'utilisation des foyers améliorés et SECAL III.

La rubrique « Témoignage » renvoie à l'apprentissage de Madame Kavugho Laurentine, âgée de 72 ans vivant au Nord-Kivu, qui parle des bénéfices tirés de l'éducation nutritionnelle.

La rubrique « Redynamisation du réseau Caritas » regroupe des activités réalisées dans l'optique de ce noble objectif, conformément à la Vision du Secrétaire Exécutif de Caritas Congo Asbl. Cela, dans le cadre de la revue des capacités institutionnelles du Réseau Caritas. Le Secrétariat Exécutif est dans la dynamique du changement managérial.

La rubrique « Urgences » s'est penchée sur la réponse de la Confédération Caritas Internationalis à la crise du M23 au Diocèse de Butembo-Beni et sur le plaidoyer des plus de 1.248 ménages touchés par les inondations à Dungu.

Par ailleurs, la rubrique « Santé » met notamment en lumière la réception des premiers vaccins contre la Mpox. Elle relate aussi l'appui de BDOM Boma aux Centres de Santé pour la sensibilisation et récupération des enfants en conflit avec le calendrier vaccinal.

« Lève-toi et marche fait parler... » Mme Paris Mona sur la Journée internationale des peuples Autochtones.

Le « Carnet de voyage » quant à lui nous fait voyager à Douala, au Cameroun, où une série d'ateliers sous-régionaux de renforcement des capacités des Peuples Autochtones a été organisée.

Autant d'articles intéressants dont nous vous recommandons la lecture !

Editeur-Responsable

Caritas Congo Asbl

Rédacteur en Chef

Guy-Marin Kamandji

Secrétaire de rédaction

Keren LULU

Comité de rédaction

Abbé Edouard Makimba, Jean Munongo, Christian Nsangamina, Junior Mwamba, Kennedy Kayembe, Didier Mapele, Guy-Marin Kamandji, Arnold Mulenda

Rédaction centrale

Guy-Marin Kamandji, Paris Mona, Keren Lulu, Aimé Lopa, Crispin Naweji, Lydie Waridi Kone, Clément Kayembe, Joseph Kamenga, Davin Kuya, Sylvain Kabasele, Ir Firmin Mfumba, Ir Archange Ntil Ibamur, Gilbert Nakadindi, Rémy Muteba, Jean-Claude Tambwe, Adolphe Yuma, Elie Kasereka, Blondy Mabanza, Arlette Kalenda, Celestin Abedi, Alipanagama Aliana

Correspondants occasionnels

Radio Okapi, Vatican News, Albert Mashika

Maquette

Raymond Kasongo

Mise en page

Paris Mona

Photographie

Caritas Congo Asbl

Site web: www.caritasdev.cd

Adresse:

Avenue Basoko n° 26, C/ Gombe, Kinshasa

B.P.: 3258 Kinshasa I - République

Démocratique du Congo

Courriel:

communication@caritasdev.cd

Tél.: +243 998 45 60 39

c/ Les textes et les photos de ce magazine peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source: caritasdev.cd

Photo de couverture: Photo de cloture lors d'un atelier d'harmonisation des feuilles de route du cadre stratégique 2025-2030

Derrière : Photo d'une élève ayant reçu le kit scolaire dans le cadre du projet LISANGA

Le Réseau National Caritas en République Démocratique du Congo dénonce le meurtre de l'un de ses agents humanitaires abattu dans le Territoire de Kalehe



C'est avec une profonde tristesse et une grande indignation que le Réseau National Caritas en République Démocratique du Congo (RDC) annonce le décès tragique de l'un de ses agents, abattu froidement le 19 septembre 2024 dans le Territoire de Kalehe, Province du Sud-Kivu, alors qu'il se rendait à son travail habituel d'accompagnement des communautés locales.

Monsieur Dieudonné BARHONDEZE LUSHOMBO, travaillant pour Caritas Développement Bukavu, a été lâchement assassiné par des éléments armés du groupe Raia Mutomboki Wazalendo à la barrière de Cholobera dans le village de Cifunzi, groupement de Kalonge dans le territoire de Kalehe. Cet acte odieux s'est produit alors que notre collègue plaidait la cause d'une infirmière victime des

tracasseries par ces miliciens.

Le Réseau National Caritas en RDC condamne fermement cet acte de violence insensée et appelle les autorités compétentes à prendre des mesures immédiates pour traduire les responsables en justice. Nous demandons également la suppression des barrières illégales érigées par ces groupes armés, qui entravent la libre circulation des citoyens et des travailleurs humanitaires.

Nous exprimons nos plus sincères condoléances à la famille biologique, à ses collègues de Caritas Bukavu, ainsi qu'à toute la communauté humanitaire. Cet événement tragique souligne une fois de plus les risques énormes auxquels sont confrontés les travailleurs humanitaires en RDC, et l'urgence de renforcer la sécurité dans

les zones des conflits.

Le Pape François rappelle que « *La vie humaine est sacrée et inviolable* ». Défendre la vie humaine « *durant la vie et jusqu'à la fin* », est un « *devoir absolu* ». Il invite les politiciens à mettre la défense de la vie au centre de leurs programmes¹.

Le Réseau National Caritas en RDC reste déterminé à poursuivre sa mission d'aide et de soutien international aux vulnérables, malgré les défis et les dangers. Nous appelons à la solidarité nationale et internationale de garantir la protection des acteurs humanitaires et des civils dans les zones affectées par les conflits.

Guy Marin Kamandji & Paris Mona

Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU : une synthèse de Caritas en plaidoyer pour l'Examen Périodique Universel de la RDC



Caritas Internationalis et Caritas Congo Asbl ont participé du 27 au 29 août 2024 au Conseil des Droits de l'homme, à la 47ème pré-session de l'Examen Périodique Universel (EPU) de la République démocratique du Congo, qui se tiendra du 05 novembre 2024.

Les deux membres de la Confédération Caritas ont soumis un rapport sur les droits de l'homme pour exploitation. La synthèse de ce rapport a servi de soubassement aux échanges de plaidoyer que le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, Monsieur l'Abbé Edouard Makimba, a eus avec les re-

présentants des missions diplomatiques aux bureaux de l'Union Européenne.

C'était lors du briefing avec la délégation de l'Union Européenne et aux bureaux des Nations Unies à Genève. Il s'agit de la France, la Belgique, la Suisse, Luxembourg, Norvège et la mission du HCR, ...

En effet, la situation humanitaire et sécuritaire précaire en République Démocratique du Congo suite aux conflits armés depuis trois décennies dans sa partie Nord-Est, a comme conséquence néfaste des mouvements des populations internes d'environ 6,3 millions, provoquant des besoins multisectoriels

importants.

Caritas Congo ASBL et Caritas Internationalis apprécient les progrès réalisés par la République Démocratique du Congo dans l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays. Elles constatent néanmoins que des efforts devraient être fournis davantage afin de garantir aux déplacés internes la protection et la pleine jouissance de leurs droits, notamment dans les domaines de l'éducation, du droit à l'alimentation et du droit à la santé. Les femmes et les enfants sont particulièrement touchés.

GM Kamandji & Keren Lulu

Kinshasa : Caritas Congo Asbl associe les Caritas diocésaines à l'écriture de la 1ère mouture de son Cadre stratégique 2025-2029



La Caritas Congo Asbl a organisé du 19 au 24 août 2024 un atelier d'harmonisation des Feuilles de route et d'écriture de la 1ère mouture de son Cadre stratégique pour la période allant de 2025 à 2029. Une vingtaine de participants ont pris part à ces travaux qui ont lieu dans la salle Jean-Paul II du Centre d'accueil Caritas à Kinshasa/Gombe. Il s'agit d'une part des deux Délégués pour chacune de six Provinces Ecclésiastiques en RDC (représentant les Caritas-Développement diocésaines de leurs ressorts), ainsi que des délégués des Services et Cellules d'appui du Secrétariat Exécutif.

Au nom de l'Abbé Édouard Makimba, Secrétaire Exécutif empêché, ces assises ont été ouvertes par le Coordonnateur National du Service de Promotion de la Santé (SPS), Dr Jean Munongo. « L'atelier qui nous réunit ce jour, est une rencontre qui vise à produire un document qui servira de première mouture du Cadre Stratégique de la Caritas Congo Asbl 2025-2029,

duquel va découler un Plan opérationnel pluriannuel, en cohérence avec la Vision du Secrétaire Exécutif de Caritas Congo Asbl, et ce, sur base des Feuilles de route qui ont été élaborées par les Caritas-Développement diocésaines lors des rencontres provinciales au cours de derniers mois », a-t-il indiqué dans son speech. Il a ainsi invité les participants à une implication active à ces travaux.



Il sied de souligner que la mouture en écriture sera aussi en cohérence avec les Cadres Stratégiques de Caritas Internationalis et de Caritas Africa.

La première journée des travaux a été marquée par la présentation de la Vision du Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl (par Dr Jean Munongo) et des résultats de la compilation des activités proposées par les Caritas-Développement diocésaines lors des rencontres provinciales /Cfr Six feuille de route (par Mr Albert Mashika de MCS). M. Joseph Kasongo, de l'Equipe du Facilitateur, a planché sur la compréhension et démarche de l'élaboration de la théorie de changement, avant l'harmonisation et l'appropriation des Feuilles de route par les participants.

Cet atelier est facilité par le Consultant Mr Albert Mashika du Management Consulting Services (MCS), avec son équipe.

Les participants viennent de 12 Caritas-Développement diocésaines, représentant les six Provinces Ecclésiastiques. Il s'agit de Mme Lucienne Buhendwa (de Caritas-Développement Lubumbashi), M. Bienvenu Lwamba (de CD Kongolo), Abbé Paulin Azima (de CD Lisala), M. Ignace Mbombombo (CD Mbandaka-Bikoro), M. Godefroid Kunzi (de CD Kinshasa), Abbé Jean-Jacques Diafuka (CD Matadi), M. Richard Muhindo (de CD Goma), M. Valery Kalumuna (CD Bukavu), M. Jean de Dieu Losinu (CD Bunia), M. Alphonse Longongo (CD Kisangani), M. Jean-Pierre Musaku (CD Mbujimayi), M. Alphonse Tshinkunku (CD Kananaga). En mission de travail dans la capitale, Monsieur l'Abbé Louis

Suite en Page 11

RDC : la mouture du Cadre Stratégique 2025-2030 de la Caritas Congo Asbl écrite sous la facilitation de MCS



Après cinq jours de travaux intenses et participatifs, Monsieur l'Abbé Edouard Makimba, Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, a clôturé vendredi 23 août 2024 l'atelier d'harmonisation des Feuilles de route dans le cadre de son Plan Stratégique 2025-2030, tenu au Centre d'accueil Caritas à Kinshasa/Gombe. « Vos échanges et réflexions ont donc accouché d'un ensemble des données majeures qui permettront l'écriture de la première mouture de la Planification Stratégique 2025-2030, qui aboutira ainsi à un Plan Opérationnel Pluriannuel de la Caritas Congo Asbl », a-t-il déclaré.

Ces assises ont connu la participation d'une part de douze Chefs de Programmes/Projets, « Experts », venant des Caritas-Développement diocésaines et représentant les six Provinces Ecclésiastiques, et d'autre part des Agents de la Caritas Congo Asbl, et cela, sous la facilitation de Management Consultancy Services SARLU, en sigle MCS. Monsieur l'Abbé Edouard Makimba les a remercié tous pour leur implication, dans son speech de clôture.

« Je ne saurais clore ce mot sans exprimer ma gratitude à toute l'équipe des Consultants et le Directeur de MCS, (Ndlr : Mr Albert Mashika), qui nous accompagnent dans cette lourde tâche. Votre énergie et votre méthode de travail ont laissé des traces indélébiles dans nos cœurs », a-t-il souligné.

Caritasdev.cd a interviewé M. Albert Mashika pour savoir quel travail a été demandé à son Cabinet (MCS), à quel résultat est-il parvenu avec l'implication des représentants de Caritas-Développement diocésaines et de Caritas Congo Asbl et la suite à attendre de ce processus. Il répond à ces questions dans les lignes suivantes :

Guy-Marin Kamandji : Quel est le travail que MCS devrait piloter, en associant les Représentants des Caritas diocésaines ?

Albert Mashika : Il s'agissait pour Management Consultancy Services SARLU, en sigle MCS, d'accompagner le Réseau Caritas Congo RDC dans un exercice participatif d'écriture de la première mouture de son Cadre stratégique pour 2025 -2030 sur la base de la vision du Secrétaire exécutif national, développée et partagée avec

toutes les Caritas diocésaines, des feuilles de route élaborées lors des rencontres des Responsables de Caritas-Développement diocésaines dans les six Provinces Ecclésiastiques et d'autres analyses faites lors de ces rencontres. La dynamique devait veiller à assurer aussi une cohérence de ce Cadre stratégique avec ceux de Caritas Internationalis et de Caritas Africa pour la période 2024-2030.

A quel résultat êtes-vous parvenu ?

Les 12 participants venus de six Provinces Ecclésiastiques et leurs collègues du Secrétariat Exécutif national de la Caritas Congo Asbl, grâce à l'accompagnement des Facilitateurs de MCS, ont

- Révisé la formulation de l'Identité, de la Vision et de la Mission de la Caritas Congo Asbl en tenant compte de l'évolution du contexte et des recommandations du Diagnostic organisationnel et financier de la Caritas Congo faite en 2022 ;
- Elaboré la Théorie de changement de la Caritas Congo Asbl ;
- Identifié les Orientations stratégiques, les Objectifs stratégiques et les résultats y relatifs ;

RDC : la mouture du Cadre Stratégique 2025-2030 de la Caritas Congo Asbl écrite sous la facilitation de MCS

- Défini la stratégie de mise en œuvre du Cadre stratégique en mettant un accent sur les acteurs concernés et leurs rôles au regard de la vulgarisation du document, de la mobilisation de ressources et de la mise en œuvre du dispositif de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage ;
- Formulé les Idées de programmes pour opérationnaliser le Cadre stratégique au cours de la première période de sa mise en œuvre, à savoir 2025 -2027, puis de 2028-2030.

Il est à noter que les Orientations stratégiques retenues sont focalisées sur la compréhension de la mission de Caritas par toutes les parties prenantes afin de s'approprier et de soutenir cet instrument de la Pastorale Sociale de l'Eglise dans l'accomplissement de la mission qui lui a été confiée par l'Eglise à différents niveaux, la construction d'un Réseau Caritas fort, crédible et pérenne en se basant sur les Normes de Gestion de Caritas Internationalis pour accomplir de manière efficace, efficiente et transparente sa mission qui est de sauver des vies dans les situations de crises

humanitaires, accompagner les dynamiques locales d'autonomisation des communautés pour en faire des acteurs de leur propre développement et de participer à la transformation sociale, par exemple, en défendant les populations vulnérables en collaboration avec d'autres acteurs tant au sein de l'Eglise qu'en dehors de celle-ci pourvu que ces acteurs partagent les mêmes valeurs que Caritas.

Quelle est la suite de ce processus ?

La suite du processus consiste à accompagner Caritas Congo Asbl dans la finalisation de son Cadre stratégique et à développer un Plan opérationnel triennal assorti d'un budget afin de permettre à Caritas Congo Asbl de soumettre pour validation et appropriation l'ensemble de ces documents à toutes les 48 Caritas Développement Diocésaines lors du 5ème Forum national, prévu du 16 au 18 octobre 2024 au Centre d'accueil Caritas à Kinshasa.

Auriez-vous un message particulier à ajouter en lien avec l'atelier que vous avez si bien facilité ?

MCS remercie le Secrétariat Exécutif national de la Caritas Congo Asbl pour lui avoir confié



cette importante mission et félicite tous les participants pour l'intérêt manifesté lors de l'exercice et l'engagement pris pour maintenir allumée la flamme de cette dynamique dans leurs Provinces Ecclésiastiques respectives.

Pour terminer, MCS souhaite que ce Cadre stratégique, une fois approuvé par la Gouvernance de la Caritas Congo Asbl, serve de document d'orientation pour toutes les Caritas-Développement diocésaines et appelle les Partenaires Techniques et Financiers du Réseau Caritas en RDC à soutenir de diverses manières la mise en œuvre de ce nouveau Cadre stratégique et d'en faire une histoire de succès à célébrer ensemble en 2030.

*Propos recueillis par
Guy-Marin Kamandji*

Suite de la page 9

Kinshasa : Caritas Congo Asbl associe les Caritas diocésaines à l'écriture de la 1ère mouture de son Cadre stratégique 2025-2029

Pasteur Rudahigwa, Directeur de la Caritas-Développement Bukavu, a participé à cette première journée des travaux.

Caritas Congo Asbl est représentée par Dr Jean Munongo (Service de Promotion de la Santé), Junior Mwamba (Service de Promotion du Développement), Me Jeff Kiovue (Cellule Juridique et Administrative), M. Guy-Marin Kamandji (Cellule de Communication), M. Casimir Djoko (Service de Promotion de la Solidarité et du Partage/Urgences & Social), M. Francis Mutombo (Cellule des Finances), M. Guy Kitwe (Secrétariat de Direction).

Guy-Marin Kamandji



NORD-KIVU : Kavugho Laurentine est âgée de 72 ans :

« Grâce à la séance sur l'éducation nutritionnelle, elle a appris à préparer des aliments de protection, de construction qui donnent la force dans l'organisme »



Kavugho Laurentine est âgée de 72 ans et vit à Lukanga. Depuis 2023, elle a intégré le programme SECAL III mis en œuvre en territoire de Lubero par la Caritas Butembo-Beni. Elle est veuve, et elle a en charge deux orphelins, dont un enfant de quatre ans souffrant de maladie chronique de malnutrition, et qui a besoin d'une alimentation particulière. De son âge avancé, Mme Laurentine n'avait pas de connaissances nécessaires pour prendre en charge le jeune enfant sur le plan nutritionnel.

Heureusement pour elle, le programme de Caritas Butembo-Beni, avec le financement de la Caritas Norvège a le

volet nutrition. Le 20 août 2024, plus de 30 femmes, parmi lesquelles des femmes enceintes et des femmes allaitantes, ont participé à une séance sur l'éducation nutritionnelle. Elles ont appris la préparation du lait à base de soja et la cuisson des légumes.

« Grâce à la séance sur l'éducation nutritionnelle à laquelle je viens de participer aujourd'hui, j'ai appris qu'il y a des aliments de protection, de construction qui donnent de la force à l'organisme. Comme je viens d'apprendre, il ne reste que mon courage pour pratiquer tout ce que je viens d'apprendre. Je suis informée que je ne dois plus négliger la tomate comme fruit, le poireau, le soja

ne doivent plus manquer dans mes aliments. Ça me rassure que je saurai prendre soin de mes petit-fils »

Cette formation arrive au moment opportun pour Laurentine, autant que pour les femmes enceintes et les femmes allaitantes qui ont pris part à la séance. La Caritas Butembo-Beni, dans son programme SECAL forme ses femmes sur les bonnes pratiques nutritionnelles pour garantir la bonne santé en milieu rural. Il sied de signaler que la Caritas distribue aussi des intrants agricoles à ces participants au programme. Elle vise ainsi à améliorer la sécurité alimentaire dans leurs ménages, réduire le taux de malnutrition et accroître leurs revenus.

« Je remercie beaucoup la Caritas Norvège qui nous appuie pour nous permettre d'améliorer la sécurité alimentaire dans nos ménages. J'encourage la Caritas qui nous réunit pour promouvoir les bonnes pratiques nutritionnelles. Elles nous permettent de prendre soin des membres de nos familles et de garantir la bonne santé de nos ménages » exprime Laurentine.

Elie Kasereka (Caritas-Développement Butembo-Beni)

Clôture de la rencontre des BDOM: Redynamisation, consolidation des actions sanitaires et celles du réseau de l'Eglise catholique en RDC



La rencontre provinciale des Responsables des Bureaux Diocésains Des Œuvres Médicales (BDOM) de la Province Ecclésiastique de Lubumbashi, tenue du 15 au 17 juillet 2024 à Lubumbashi, a permis aux 8 BDOM présents de contribuer à la redynamisation du Réseau SPS-BDOM. Cela, dans le but de saisir la capillarité comme un atout pour le rendre plus présent, plus compétitif et plus efficace sur l'échiquier national de la pyramide sanitaire.

Elle a aussi permis d'élaborer une feuille de route qui est considérée comme un tableau de bord pour le redressement des problèmes prioritaires identifiés et qui rongent le réseau. Cette feuille de route a ainsi listé toutes les recommandations sous forme d'activités en définissant chaque fois les responsables de la mise en œuvre ainsi que l'échéance.

La facilitation de cette rencontre a été assurée par Dr Jean MUNONGO et Dr Amédée Yambi, respectivement Coordonnateur du Service de Promotion de la Santé (SPS) et Program Manager Nutrition au sein de Caritas Congo. Cette rencontre a connu la participation de la Cheffe de

Bureau Appui Technique de la Division Provinciale de la Santé du Haut-Katanga et 8 Directeurs des BDOM de la Province ecclésiastique concernée dont quatre, des BDOM de Kamina, Kilwa-Kasenga, Manono et Kolwezi empêchés et ont été représentés respectivement par le Superviseur, Directeur Caritas, Assistant Urgences et le Trésorier.

Le Coordonnateur National du SPS a présenté le contenu de la vision du Secrétaire Exécutif tout en indiquant que celle-ci est née d'une analyse situationnelle sur les dernières années. Et cette vision comporte en son sein 5 axes d'intervention : l'Éthique, la Programmation, la Bonne Gouvernance (axée sur les finances), le style de Management et enfin la Redynamisation du Réseau National.

Par ailleurs, chaque BDOM a procédé à la présentation des réalisations/prévisions 2023 et 2024 ; des leçons apprises et des bonnes pratiques ; des Risques, problèmes/description et stratégies d'atténuation et des recommandations.

Ces présentations des 8 BDOM se sont faites successive-

ment et ont clairement exprimé le besoin d'appui et d'accompagnement ainsi que de renforcement des capacités, de la part du SPS, pour leur redynamisation effective du réseau SPS-BDOM. Cela leur permettra de mieux coordonner et gérer les Établissements de Soins de Santé (ESS) qui sont sous leurs responsabilités directes.

Le Coordonnateur National du SPS, prenant la parole pour clôturer la journée, a félicité tous les BDOM pour leurs présentations et a saisi cette occasion pour demander aux BDOM de la P.E de Lubumbashi de mettre à jour la cartographie des leurs établissements des soins de santé respectifs. Un exercice combien louable nous permettant de démontrer à l'État Congolais la hauteur de notre contribution dans l'offre de soins de santé en RD Congo, a-t-il poursuivi le Coordonnateur.

Ces exposés qui ont marqué les travaux ont donné de l'éclairage aux participants sur les éventuelles opportunités pouvant les aider à contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population congolaise en général avec l'option préférentielle des pauvres et des communautés les plus vulnérables.

Les participants se sont donc accordés sur le fait que l'unité, la cohésion, la collaboration et la promotion d'un partenariat responsable rendent le réseau Caritas plus présent, compétitif et efficace sur l'échiquier national de la pyramide sanitaire.

Le dernier jour des activités, a été consacré à la communication de la Cheffe du Bureau Appui Technique de la Division Provinciale de la Santé du Haut-Katanga,

Suite en Page 13

Caritas Congo Asbl fait don d'une moto et imprimante à la jeune Caritas-Développement Tshilomba



Le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl avait choisi Tshilomba pour tenir la réunion avec les Responsables des Caritas-Développement diocésaines de la Province Ecclésiastique de Kananga. ça lui a permis de se rendre compte des défis auxquels doit faire face la jeune Caritas-Développement Tshilomba, dont le diocèse a été créé en mars 2022. Monsieur l'Abbé Edouard Makimba a alors promis un modeste appui à cette jeune Caritas.

Fidèle à sa promesse, le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, Monsieur l'Abbé Edouard Makimba, vient de faire don d'une moto et d'une imprimante pimpantes neuves à la Caritas-Développement Tshilomba. C'est en son nom que M. Didier Mapele, Chargé de Passation des marchés, a remis la clé d'une moto de marque Yamaha DT175 (avec son casque de protection) et une imprimante au Coordonnateur de la Caritas-Développement Tshilomba,

Monsieur l'Abbé Félicien Ilunga Mayamba. Cette remise a eu lieu ce mardi 02 juillet 2024 au parking du Centre d'accueil Caritas à Kinshasa/Gombe, en présence de Mr Elie Washilango, de la Cellule Logistique.

« Merci beaucoup à Caritas Congo Asbl ; merci au Secrétaire exécutif pour ce geste palpable de solidarité. La solidarité n'est pas seulement un mot ou une expression, mais ça se vit aussi concrètement par des gestes de ce genre. Je vous prie de transmettre notre gratitude à toute la structure de la Caritas Congo Asbl en général, et au Secrétaire Exécutif en particulier », a déclaré le Coordonnateur, l'Abbé Félicien Ilunga.

En fait, Caritas-Développement Tshilomba a bénéficié en un temps record à deux ateliers importants, depuis son existence, il y a deux ans. L'un s'est tenu à Tshilomba avec les autres Caritas diocésaines de la Province Ecclésiastique de Kananga ; l'autre à Kinshasa pour le lancement du projet d'accompa-

gnement stratégique et personnalisé des Caritas diocésaines. a eu lieu à Kinshasa et l'autre à Tshilomba.

Soulignons que, lors de ces ateliers, la Caritas Congo Asbl ainsi que les Caritas diocésaines invitées ont pu comprendre qu'elles doivent aider la jeune Caritas nouvellement créée. Vu la nécessité et l'urgence, Monsieur l'Abbé Secrétaire Exécutif a jugé bon de lui doter d'un moyen de déplacement et d'un appui en matériel informatique.

Parlant du Personnel, il sied de noter que la jeune Caritas compte à présent sept agents. Les efforts sont mis en œuvre pour créer trois Bureaux en son sein, en plus de la Coordination existante.

Caritas-Développement Tshilomba se situe dans la Province de Lomami, Territoire de Lwilu. Vu la situation générale du pays et de la ville voisine de Mwene-Ditu en particulier, la Caritas Tshilomba a plusieurs défis à relever : faire la promotion de l'agriculture (en encadrant les paysans pour des travaux de champs), de l'éducation ainsi que la promotion de la santé.

C'est dans ce contexte que le Coordonnateur de la Caritas-Développement Tshilomba plaide pour un appui des Organismes spécialisés et des personnes de bonne foi pour soutenir ce travail lui assigné en vue de la promotion intégrale de l'homme dans le Diocèse de Tshilomba, et cela, sans exclusive.

Arlette Kalenda

Atelier de réflexion sur l'appropriation de la politique de l'environnement par le personnel de la Caritas Développement Kongolo

La Caritas Développement Kongolo (CDK) a reçu de la Conférence Episcopale du Congo (CENCO) la mission «d'augmenter, par la réflexion et l'action, l'efficacité de la contribution de l'Eglise aux efforts de promotion intégrale de la personne et de la communauté humaine et cela sans exclusive, conformément à la doctrine sociale de l'Eglise, notamment de mener cette communauté et chacun de ses membres à l'accroissement de la charité et de la solidarité ainsi que la promotion de l'homme par lui-même». (cf. Art. 2 R.O.I. CENCO).

C'est au regard de cette mission que la Caritas Kongolo a mis sur pied sa politique de l'environnement qui est axée sur les principes de la Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique qui lie la justice sociale et la justice écologique, principes fondamentaux qui devraient guider ses actions humaines.

Ces assises ont pour objectif de mener des réflexions avec le personnel de la Caritas Kongolo sur des actions nécessaires à intégrer dans la mise en œuvre des projets et programmes en vue de répondre aux exigences liées aux mesures et dispositions de protection de l'environnement, a indiqué l'Ingénieur Bienvenu LWAMBA, point focal de la thématique environnement à la Caritas Kongolo et facilitateur de cet atelier. Il a aussi ajouté qu'"en tant qu'organisation de développement et d'aide humanitaire, la Caritas - Développement Kongolo

a la responsabilité et le mandat de prendre soin et de répondre aux besoins de ceux qui sont les plus vulnérables à l'extrême pauvreté et à l'injustice sociale. Elle a aussi la responsabilité significative de porter la voix de ceux qui sont affectés par la dégradation de l'environnement, les catastrophes liées au climat et au réchauffement de la planète" a souligné le point focal environnement de la CDK.

Il sied de souligner que c'est avec l'appui financier de Caritas Australie pour le développement organisationnel que la Caritas Développement Kongolo a pu développer sa politique de l'environnement. Celle-ci s'applique à toutes les activités de la CDK, à ses partenaires techniques et financiers, aux associations partenaires de Caritas Développement Kongolo ainsi qu'aux communautés locales. D'où la tenue de cet atelier organisé à l'intention du personnel de la CDK basé à Kongolo, Kabalo et Kabongo pour la vulgarisation de ce document et solliciter leur appropriation et engagement afin d'assurer la protection et l'exploitation judicieuse de la nature, et ce pour le bien des populations et communautés vivant dans les différentes localités d'exécution des activités des projets de la CDK.

A Kongolo, Kabongo et Kabalo, l'Ingénieur Bienvenu LWAMBA a abordé 2 modules : l'appropriation des 8 principes directeurs de la politique environnementale de la CDK



et les 10 engagements pris par la CDK pour matérialiser sa politique de l'environnement à travers ses actions et programmes. S'agissant du premier module, des groupes de travail ont été constitués pour réfléchir sur les 8 principes directeurs à savoir : le carbone neutre, les milieux naturels, le partenariat, la production durable, des choix judicieux, l'éducation environnementale, la participation de la communauté, et le développement durable.

Pour le 2e module, des réflexions ont tourné entre autres sur des stratégies développées dans les projets de la CDK pour minimiser l'impact environnemental, des approches écologique et intégrale dans la conception des projets/programmes de la CDK, l'identification et la prise en compte des risques environnementaux dans la prise des décisions, l'élaboration d'un plan de gestion environnementale pour les projets jugés susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'environnement, etc.

Crispin N. communicateur CDK

Suite de la page 13

Clôture de la rencontre des BDOM: Redynamisation, consolidation des actions sanitaires et celles du réseau de l'Eglise catholique en RDC

Dr Nathalie MULONGO. Elle a entretenu les participants sur la collaboration entre l'Eglise Catholique/CENCO et le Gouvernement Congolais dans le domaine de la Santé. Pour ce, elle a exploité la Convention cadre de partenariat portant collaboration dans le domaine de la santé entre le gouvernement de la RDC et la CENCO.

Paris Mona



Lancement de la Campagne « Back to school » : soutenir le retour de l'école des enfants dans la zone de Maluku 2

Kinshasa, le 23 septembre 2024(caritasdev.cd) : La campagne « Back to school » qui s'inscrit dans le cadre du Projet LISANGA (Cofinancé par DG-ECHO) a été lancée ce vendredi 20 septembre 2024 dans les territoires de Mongata, Dumi Village, et Mbakana, ville province de Kinshasa en RDC. Huit organisations qui œuvrent pour renforcer l'accès à l'éducation dans les communautés affectées par la crise de Mai-Ndombe, ont pris part à cette activité. Il s'agit de : Caritas internationale+ Belgique, Caritas Congo Asbl, Caritas développement Kinshasa, Justice et Paix de l'Archidiocèse de Kinshasa, MAGNA, Street Child UK et ses 2 partenaires Train Them to Fish et APED-RDC.

En effet, cette campagne se veut soutenir le retour de l'école de 1.065 enfants dans les zones de santé de Maluku 2 affectées par la crise du Mai-Ndombe.

Le kit scolaire comprenant des fournitures essentielles qui ont été remis aux élèves les plus vulnérables afin de leur permettre de reprendre le chemin de l'école dans de bonnes conditions et de participer à un enseignement adéquat. Ces élèves étudient aux écoles telles EP Kisolekele, Ep 1 Mbakana, Ep Dumi village, Ep Ngi Mongata, Ep Maluku Batshongo et Ep Mutiene.

Ce kit scolaire essentiel a été composé des cahiers, stylos, des boîtes mathématiques, des chaussures, des sacs,...

En parallèle, des kits spécifiques ont été aussi remis aux enseignants et aux directeurs d'école, incluant des tables, armoires, blouses d'enseignants, cartables, globes terrestres, et bien d'autres outils pédagogiques.

Education, un vecteur essentiel de développement et de paix



« Nous avons eu une rentrée scolaire timide car plusieurs parents n'avaient pas le moyen d'acheter les fournitures scolaire aux enfants. Même ceux qui ont commencé, n'avaient pas tout ce dont un enfant doit avoir pour une bonne rentrée scolaire. Nous enseignants, soucieux de voir les enfants étudier dans des bonnes conditions, nous débrouillons parfois de donner une feuille de papier, un stylo à un élève qui n'a pas de cahier pour qu'il participe aussi aux enseignements. Aujourd'hui, je suis dans la joie de voir ces enfants recevoir des cartables, cahiers, stylo, pantoufle ... je remercie street child ainsi que tous les consortiums sans oublier le bailleur de fonds l'Union Européenne pour ce beau geste dans le village de Batshongo », s'est réjoui Mr. Kigali Dilelo, Enseignant de la 6ième année à l'EP3 Maluku.

Pour Maman Cécile Mbolo, mère d'une fille de la 3ième primaire, elle a remercié et salué ce grand geste en disant dès ce lundi,

ma fille pourra regagner l'école car elle a reçu ce qu'il faut pour étudier paisiblement. Je ne peux que dire merci à Union Européenne pour ce financement. Nous plaçons encore auprès des personnes de bonne volonté de nous venir en aide car il y'a un grand nombre d'enfants qui n'ont pas repris le chemin de l'école, a-t-elle ajouté.

Il sied de signaler qu'une campagne de sensibilisation a été lancée par Caritas Congo Asbl sur les dénonciations contre les abus en milieu scolaire. Cette campagne s'est inscrite dans la logique de la protection transversale dont la charge revient à Caritas Congo dans le cadre de ce projet LISANGA. Les cibles de cette première partie de sensibilisation contre les abus ont été les élèves, les enseignants et les parents.

Une campagne de sensibilisation sanitaire a été aussi menée par l'ONG Magna. Cela dans le souci de renforcer les mesures de prévention de la récente crise sanitaire Mpox. Les communautés ont été sensibilisées sur les bonnes pratiques de prévention du Mpox et d'hygiène pour garantir un environnement scolaire sûr et propice à l'apprentissage.

Keren Lulu

Caritas Congo Asbl appuie la participation des OSC à la célébration de la journée internationale des peuples autochtones à travers son projet RECAPTER



Le projet « Renforcement des Capacités des OSC pour faciliter l'accès à la Terre et pour réaliser un développement durable et égal, RECAPTER en sigle », RECAPTER, financé par l'Union Européenne à travers la Caritas Autriche, contribuera à la célébration de la Journée Internationale des Peuples Autochtones le 9 août prochain. Ce projet, qui vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile (OSC) pour faciliter l'accès à la terre et promouvoir un développement durable et égalitaire, est mis en œuvre dans les provinces du Tanganyika, du Haut-Katanga, du Lualaba et du Haut-Lomami.

En 2024, le thème de la célébration est "Protection des droits des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de contact initial". La participation de divers acteurs est attendue, notamment : les communautés

autochtones pygmées, les médias, les Organisations Société Civile, les structures multi-acteurs, les jeunes et étudiants, les autorités politico-administratives et coutumières, les leaders locaux.

La cérémonie de célébration se tiendra dans plusieurs villes des provinces concernées : Moba, Nyunzu, Kabongo, Kilwa, et Kongolo.

Le projet RECAPTER, par son action de renforcement des capacités des OSC, permettra une meilleure participation de ces dernières à la célébration et à la promotion des droits des peuples autochtones, en particulier ceux en situation d'isolement volontaire et de contact initial.

Cette célébration sera l'occasion de promouvoir la culture des peuples autochtones à travers des chants, des discours et des saynètes, tout en sensibilisant le public à leurs enjeux.

Elle mettra également l'accent sur l'accès sécurisé à la terre pour les jeunes générations pygmées, en organisant des focus groups pour explorer leurs perspectives.

La célébration soulignera également le rôle crucial des peuples autochtones pygmées dans la sécurisation foncière et la préservation de la biodiversité. Les résultats des focus groups seront présentés lors d'une séance plénière.

Enfin, une exposition mettant en avant les initiatives des peuples autochtones pygmées en matière de préservation de la biodiversité, à travers des œuvres d'art, des spécialités culinaires et des produits forestiers non ligneux, sera le point d'orgue de cette célébration.

Paris Mona

Haut-Katanga : Caritas-Développement Kilwa-Kasenga soutient la population avec les projets de « mobilité » et de sécurité alimentaire



« Répondre aux besoins de sa communauté est un défi majeur pour la Caritas-Développement Kilwa-Kasenga ». C'est le crédo de son Coordonnateur, Monsieur l'Abbé André Kawele. Il l'a souligné, dans une interview accordée vendredi 12 juillet 2024 à caritasdev.cd. Le prêtre a alors parlé de quelques projets qu'exécute son Institution.

Ainsi, sous le financement de la Caritas Autriche, la Caritas-Développement Kilwa-Kasenga a mis en œuvre deux grands projets. Le premier est le « Projet de mobilité : enfants vivant avec handicap ». Il a été conçu dans le but d'apporter des soins appropriés aux enfants qui naissent avec des malformations physiques. « Nous avons plus d'enfants qui sont soignés. Ils sont effectivement corrigés avant de rejoindre leurs familles », a déclaré l'abbé André Kawele.

Le second est le « projet de sécurité alimentaire » avec la même optique d'apporter le changement. Ce projet permet à la Caritas-Développement Kilwa-Kasenga d'accompagner les communautés dans les enseignements et l'apprentissage des techniques pour la transformation des produits agricoles.

Sensibilisation pour le Fonds de Solidarité

Hormis les deux projets cités ci-haut, la Caritas-Développement

Kilwa-Kasenga en a déjà réalisé d'autres durant l'exercice 2023-2024 et s'investit pour la promotion intégrale de la personne dans son Diocèse. Néanmoins, force est de reconnaître qu'elle intervient dans une communauté qui possède peu de ressources. D'après son Coordonnateur : « Les communautés vivent de l'agriculture et de la pêche. Mais, cela ne suffit toujours pas à couvrir leurs besoins essentiels ».

En effet, la Caritas-Développement Kilwa-Kasenga dispose de peu de ressources face aux besoins immenses de la population. Cela s'ajoute aux défis auxquels elle doit faire face : attirer plus de Partenaires de développement ; se procurer des moyens de locomotion ; disposer d'un Personnel permanent et motivé ; créer une proximité avec les Etablissements des soins (Cela permet de résoudre les problèmes liés au Bureau Diocésain des Œuvres Médicales) ; Etc.

Dans ce contexte, la contribution de tous les fidèles et des personnes de bonne volonté se trouvant au diocèse est importante. La Caritas-Développement Kilwa-Kasenga organise ainsi des séances de sensibilisation et de mobilisation des ressources, en passant par les paroisses et les curés. Ces derniers sensibilisent et font comprendre aux fidèles le bien-fondé de la Caritas.

La Caritas-Développement Kilwa-Kasenga saisit l'occasion offerte par la Caritas Congo Asbl, « Journée Caritas », pour organiser la collecte de fonds au profit des plus vulnérables, au niveau local ; une tâche qui n'est pas facile.

Il sied de noter que la Caritas-Développement Kilwa-Kasenga compte 21 Caritas paroissiales, avec lesquelles elle partage de bonnes relations. Cependant, ces dernières doivent être redynamisées pour qu'elles arrivent à bien répondre à leur mission.

Par ailleurs, le Coordonnateur de la Caritas-Développement Kilwa-Kasenga, Monsieur l'Abbé André Kawele, invite les Organismes spécialisés ainsi que les personnes de bonne volonté à pouvoir leur tenir main forte pour venir en aide aux personnes démunies se trouvant dans le Diocèse Kilwa-Kasenga. Celui-ci est situé dans la Province administrative du Haut-Katanga. Son Evêque, c'est Mgr Désiré Lenge Mukwenye. La Caritas est là comme partie prenante pour la concrétisation de bonnes actions de charité et surtout d'auto-promotion venant de tous les côtés.

Caritas-Développement Kilwa-Kasenga en bref

La Caritas-Développement Kilwa-Kasenga existe depuis 1972. Faisant parti de 48 Caritas diocésaines du Réseau national de la Caritas en RDC, elle poursuit la mission de l'Eglise, celle de propager la charité envers les frères et sœurs (les plus vulnérables). Elle compte plusieurs services en son sein : Bureau Diocésain du Développement (BDD), Bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM) et Bureau Diocésain de Caritas (BDC)/Urgences & Social, Secrétariat et Comptabilité. Tous ces services sont opérationnels.

Arlette Kalenda

Programme d'Agriculture durable et meilleure protection des forêts tropicales en RDC : Des femmes encouragées à l'utilisation des foyers améliorés



L'utilisation des foyers améliorés par les ménages figure parmi les activités du programme d'agriculture durable et meilleure protection des forêts en RDC, exécuté dans les territoires de Kalehe (Sud-Kivu) et Kailo (Maniema). Cette activité est indispensable pour réduire la somme allouée à l'achat du charbon en bois et le bois énergie destiné à la cuisson.

Grâce au financement de Caritas Norvège (2021-2025) qui est lead du consortium Norwegian Church Aid – Eglise du Christ au Congo et Caritas Congo Asbl, ce programme cible les petits agriculteurs dans les bordures des forêts tropicales notamment les parcs nationaux de Kahuzi Biega et de la Lomami.

La vulgarisation et la sensibilisation sur les foyers améliorés dans ces deux territoires a fait l'objet d'un outil économique stratégique toujours en vigueur pour assurer une gestion durable

des ressources ligneuses. Cela pour réduire la déforestation avec comme effets d'entraînement sur l'environnement, par exemple : le dérèglement climatique, la dégradation du sol etc.

Face à cette situation, les communautés se sont impliquées dans la fabrication et l'usage des foyers améliorés dans les territoires de Kalehe et Kailo.

À Kalehe, dans le groupe de Kalonge, 1.050 ménages ont été sensibilisés à l'utilisation et à la production de foyers améliorés depuis 2023. Ces ménages ont unanimement souligné la réduction de la pollution intérieure liée à l'utilisation de ces nouveaux foyers. Au cours du premier semestre 2024, signalons que 195 ménages supplémentaires ont bénéficié de cette formation.

Par ailleurs, dans le territoire de Kailo, secteur de Balanga, une campagne de sensibilisation a été

menée dans les villages de Kinungu, Bweni 1 Et Bweni 2.

75 femmes ont ainsi été formées à la fabrication et à l'utilisation des foyers améliorés en type banco. Face à la qualité variable de l'argile locale, ces femmes ont fait preuve d'initiative en expérimentant la fabrication de briques cuites pour construire des foyers plus durables. Cette approche novatrice a amélioré significativement la performance et la longévité des foyers améliorés dans ce territoire.

En guise de rappel, ce projet encourage dans la mesure du possible la participation des femmes dans les activités, mais aussi la sensibilisation à travers des messages visant l'inclusion de femmes et des hommes afin de renforcer la participation des femmes dans les activités organisées dans le cadre du projet.

Paris Mona

Programme SECAL III : les listes de ménages harmonisées lors d'une mission de suivi des activités



La Caritas Congo Asbl poursuit les activités de la nouvelle phase de programme d'appui à la sécurité alimentaire et renforcement des capacités économiques de ménages ruraux dans les Territoires de Lubero, Kasongo, Kasangulu et Kongolo, en République Démocratique du Congo (RDC), dénommé SECAL III.

C'est dans ce cadre-là qu'une mission de suivi-évaluation des activités du programme SECAL III a été récemment effectuée dans les Diocèses de Kisantu et Butembo-Beni.

Cette mission a consisté à harmoniser le nombre d'anciens et nouveaux ménages. A l'issue de l'enquête de ciblage des 12.000 ménages bénéficiaires du programme SECAL III effectuait d'août 2023 à février 2024, il a été constaté des écarts entre le nombre d'anciens ménages bé-

néficiaires (SECAL II) et de nouveaux bénéficiaires qui ne correspondaient pas à la prévision, soit 30% d'anciens bénéficiaires et 70% de nouveaux.

Signalons que 22 sites piscicoles ont été aménagés dans les 4 territoires du programme, (Kindu : 9, Kisantu : 7, Kongolo : 5 et Butembo : 1). Il y a également dans le domaine de l'agriculture 14, 8 ha reboisés (acacia ; 4,455 ha, Grevilla : 10,298ha, oranger : 0,0031, caféine robuste : 0,06 ha.

Les bénéficiaires de ce programme dans les territoires de Kisantu et Butembo sont au total 5.983 personnes, dont 3.358 femmes.

Il ressort de cette mission la certification et confirmation des valeurs des indicateurs objectivement vérifiables (IOV) de l'année 1 (2023), telles que renseignées par les équipes de mise en œuvre du programme.

La cible de cette mission a été en premier lieu l'équipe de mise en œuvre dans les deux diocèses, à savoir : les Chargés de projets et de Suivi, les Superviseurs et les animateurs. Les Directeurs de Caritas diocésaines et les comptables ont également été parties prenantes de la mission.

Dans le souci de recueillir les informations liées à la performance du programme, la mission a associé les bénéficiaires directs du programme.

Des entretiens en focus group et semi-directifs ont été organisés dans tous les sites visités avec des structures communautaires de base, instituées et accompagnées par le programme SECAL III, à savoir : Associations villageoises d'épargne et de crédit, Coopératives agricoles et piscicoles, Organisations Paysannes (OP).

Programme SECAL III : les listes de ménages harmonisées lors d'une mission de suivi des activités

Dans le diocèse de Kisantu, la mission a été menée dans le territoire de Kasangulu (zone de mise en œuvre du programme), précisément dans les sites de Mvululu et Ntampa et s'est déroulée du 27 Mai au 1er Juin 2024. Pour le diocèse de Butembo-Beni, la mission s'est déroulée du 09 au 16 Juin 2024, dans le territoire de Lubero, particulièrement dans les sites de Musienene et Lukanga.

Globalement, les activités dans les deux (2) diocèses visités s'exécutent avec satisfaction, a fait savoir Chilin TINGU, Chargé de MEAL au Service de Promotion du Développement à Caritas Congo Asbl (SPD).

Les résultats attendus de la mission ont été tous atteints, car la mission est parvenue d'une part à corriger les écarts qu'il y avait entre le nombre d'anciens ménages bénéficiaires et des nouveaux ménages dans la base des données et d'autre part à certifier ou confirmer les valeurs des indicateurs communiquées par les équipes de mise en œuvre du programme dans les diocèses susmentionnés.

Par ailleurs, dans le territoire de Kasangulu (zone d'exécution du programme pour le diocèse de Kisantu), l'impraticabilité des axes routiers a été la seule difficulté. La faible mobilisation des bénéficiaires par l'équipe du projet constitue la menace, car l'équipe de mission n'a pas pu recueillir les avis d'un grand nombre des bénéficiaires sur la performance et les failles du programme.



« A Lubero, nous parlerons plutôt de menace que des difficultés. La situation sécuritaire très volatile a permis à l'équipe de mission de ne visiter que deux (2) sites d'intervention en lieu et place de 4. La visite des activités communautaires a également été impossible car l'équipe était contrainte de quitter la zone avant 15h00.

Implication des femmes dans le programme SECAL III

Aucun défi n'a été rencontré dans la promotion de l'égalité entre homme-femme. Lors des entretiens en focus group, les femmes et les hommes répondaient aux différentes questions posées par le Chargé MEAL. La prise de parole a été effective tant pour les femmes que les hommes. Ils (femmes et hommes) se sont exprimés sans crainte et ont pu témoigner et énumérer certaines faiblesses dans le déroulement du programme. Le Chargé MEAL s'est entretenu avec les femmes dirigeantes des structures communautaires (AVEC, coopératives).

Des leçons apprises durant la mission

Cette mission a permis à la Coordination du programme de déceler certaines faiblesses de la part des équipes de mise en œuvre du programme et a réveillé la conscience des équipes sur la nécessité de faire mieux sur terrain. Elle a, en outre, donné la possibilité aux communautés de s'exprimer sur les différentes inquiétudes liées à l'exécution du programme tout en formulant leurs souhaits ou besoins.

Dans le souci d'améliorer la performance du programme SECAL III, des recommandations ont été formulées par la cible principale dudit programme. Parmi lesquelles, on signale la procédure au suivi périodique des champs individuels des ménages bénéficiaires ; et le renforcement des capacités des membres des AVEC sur leur fonctionnement et organisation.

Paris Mona

2^{ème} phase du projet « BANA MPE BILENGE » : des jeunes désœuvrés de Kinshasa ciblés par Caritas pour des formations professionnelles



Caritas Congo Asbl a ciblé de nouveaux jeunes dont la tranche d'âge varie entre 18 et 24 ans pour le compte de la deuxième phase de mise en œuvre du projet « *STREET CHILDREN AND YOUTH PROGRAM* », autrement dit « *BANA MPE BILENGE* » dans les Communes de N'Djili et Masina.

Son objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et connaissances des jeunes sans emploi et autres acteurs dans les communes de la ville province de

Kinshasa en leur apprenant un métier. Ce qui, indirectement, pourrait contribuer à la réduction du banditisme et de la délinquance juvénile. Car, plusieurs parents sont incapables de nourrir leurs enfants, encore moins de payer leur scolarité. Certains parents envoient leurs enfants dans la rue pour mendier ou chercher du travail.

En fait, 270 jeunes accompagnés de leurs parents ont été ciblés. Mais, il n'y en aura que 80 jeunes qui seront retenus au vu des critères établis. Il s'agit de 40 à N'Djili et 40 à Masina pour débiter les formations

professionnelles en Coupe et Couture, Esthétique et Make-up et Auto-école.

Ce projet envisage de toucher trois autres Communes que sont Mont-Ngafula, Selembao et Ngaliema.

Rappelons que « *Bana Mpe Bilenge* » est financé par la Caritas Australie, à travers la Caritas Congo Asbl. Il est mis en œuvre par la Caritas-Développement Kinshasa pour une durée de 5 ans, allant de 2023 à 2028.

Keren Lulu

Le projet TUDITUALE : un levier pour l'autonomisation économique des communautés de Lubondaie



La Caritas Kananga sensibilise, forme et renforce les capacités locales et favorisent l'entrepreneuriat.

Le projet TUDITUALE, mis en œuvre par la Caritas Kananga en partenariat avec CRS et financé par l'USAID, constitue une initiative novatrice visant à améliorer les conditions de vie des populations de Lubondaie, dans la province du Kasai-Central.

Ce projet, axé sur le développement économique local, la lutte contre la malnutrition et à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la région organise actuellement une série d'ateliers dans la zone. Dans le village de KABUNDI, sous la direction de Mlle Denyse NZEBA, cet atelier a porté sur deux volets essentiels : l'identification des opportunités d'affaires et le renforcement de la gouvernance locale.

Le volet Business Identification : une clé pour l'autonomisation économique

L'un des objectifs principaux du projet TUDITUALE est de stimuler l'activité économique locale. Pour ce faire, des ateliers ont été organisés afin d'identifier :

- Les opportunités d'affaires locales : Les participants ont été sensibilisés aux différentes possibilités de créer des entreprises dans leur communauté, en tenant compte des ressources disponibles et des besoins de la population.
- Les organisations de producteurs : Ces structures jouent un rôle crucial dans la mise en marché des produits locaux et l'amélioration des revenus des agriculteurs.
- Les APSP (Agent Prestataires des Services Privés) : Ces associations permettent de mutualiser les moyens et de renforcer le pouvoir de négociation des producteurs.
- Les entreprises locales et les entrepreneurs : En identifiant les acteurs économiques locaux, il est possible de favoriser les échanges et de créer des synergies.

Le volet Gouvernance : Bâtir des organisations solides et durables

Pour pérenniser les initiatives économiques locales, il est essentiel de mettre en place des structures de gouvernance efficaces.

Les ateliers organisés dans le cadre du projet TUDITUALE permet aux participants d'apprendre à :

- Rédiger un règlement d'ordre intérieur : Un règlement clair et précis est indispensable pour assurer le bon fonctionnement de toute organisation. Les participants ont été formés aux principes de base de la rédaction d'un règlement d'ordre intérieur.
- Identifier les opportunités d'affaires : En complément du volet Business Identification, les participants ont approfondi leurs connaissances sur les méthodes d'identification et d'évaluation des opportunités d'affaires.

Grâce à ces actions, le projet TUDITUALE devrait permettre de :

- Renforcer des entreprises locales qui existent déjà.
- Améliorer les revenus des populations grâce à la commercialisation des produits locaux.
- Renforcer la cohésion sociale en favorisant le dialogue et la collaboration entre les différents acteurs locaux.
- Bâtir des organisations solides et durables capables de relever les défis du développement local.

Le projet TUDITUALE constitue une initiative exemplaire pour promouvoir le développement économique local dans le Kasai-Central. En combinant des actions de formation, de sensibilisation et d'appui technique, ce projet contribue à renforcer les capacités des communautés et à favoriser l'émergence d'une économie locale dynamique et diversifiée.

Blondy MABANZA, Caritas Kananga

Caritas-Développement Buta distribue des tricycles aux Personnes vivant avec handicap

45 personnes vivant avec handicap ont bénéficié de tricycles dans le cadre du projet MIVA, financé par l'Autriche sous l'initiative de Mgr Jean Bertin Nadonye, jadis Administrateur Apostolique de Buta et de la Caritas développement Buta.

L'objectif de ce projet a été de doter des personnes vivant avec handicap de moyens de mobilité en vue les rendre autonome.

Selon la liste transmise par le Président de l'Association des personnes vivant avec handicap à Buta et ses périphéries, 63 handicapés ont été identifiés. Ce nombre c'est sans compter ceux qui sont dans des villages éloignés de Buta et ont reçu l'écho de la distribution de ce don, mais malheureusement n'ont pas été servi à cause de moyen limité.

Les bénéficiaires n'ont pas manqué de mot pour exprimer leur satisfaction vu que ce projet est tombé au point. Pour le Président de cette association de personnes vivant avec handicap, Il y a de décennies que ce projet n'a jamais été réalisé. Nous saluons déjà les efforts de la Caritas Buta surtout pour avoir initié ce projet. Notre souhait est de penser aussi à ceux qui n'ont pas bénéficié de cette donation, a-t-il dit.

Dans le souci de vouloir réduire leur dépendance en vue d'inculquer un esprit d'autonomisation et l'améliorer leur situation, le Coordonnateur de la Caritas Développement Buta, Abbé Etienne Mutumoya, sollicite à d'autres partenaires d'appuyer ces personnes vulnérables, parfois abandonnés par la communauté et leurs familles respectives.



Le kit réservé aux bénéficiaires était composé rien que de tricycles. Aux jours avenir, nous pensons les doter des unités de production pouvant les aider à se prendre en charge et se lancer dans l'entrepreneuriat, a ajouté Mr l'Abbé Etienne.

Au départ destinés pour les handicapés de ville de Buta, mais vu le nombre des personnes dans le besoin, étant donné que le financement affecté dans de telles activités est très rare, C'est ce qu'a souligné Mr l'Abbé Coordonnateur. Ces tricycles ont aussi été distribués aux handicapés de Kinshasa, Lolo, Mombwasa, Aketi.

Paris Mona

Visitez notre site web sur
www.caritasdev.cd

Lisez-nous aussi sur les canaux suivants :

Site web	: www.caritasdev.cd	Facebook	: @CaritasRDCongo
Twitter	: @CaritasCongo	Instagram	: Caritas_rdCongo
		YouTube	: Caritas Congo Asbl

Haut-Uélé : Caritas plaide pour plus de 1.248 ménages touchés par les inondations à Dungu

Des pluies diluviennes continuent de frapper le Territoire de Dungu dans la Province du Haut-Uélé. Les quartiers les plus touchés sont Bamonkadi, Ngilima, Moussa et Uye. La violence de ces intempéries a causé d'énormes dégâts matériels à plus aux moins 1.248 ménages, déplore Monsieur l'Abbé Jean Médard ZIBAKPIO, Directeur de la Caritas-Développement Dungu-Doruma, dans un rapport de situation daté du mercredi dernier, parvenu à caritasdev.cd

Par conséquent, la source d'eau potable Nalukenge est complètement souillée, comme beaucoup de puits d'eau. Des latrines inondées font circuler les matières fécales dans les quartiers et plusieurs cases sont écroulées. A cela s'ajoutent des maladies d'origine hydrique telle que les verminoses, la diarrhée et le paludisme.

Les ménages sinistrés ont été spontanément accueillis dans les familles d'accueils.

Le Directeur de la Caritas-Développement Dungu-Doruma plaide une aide humanitaire d'urgence en faveur de cette population sinistrée. En effet, les besoins de cette dernière s'expriment en termes d'abris d'urgence, des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action, des couvertures.

Il est aussi nécessaire de désinfecter les points d'eau et y mettre du chlore, de sensibiliser les ménages à ne pas consommer l'eau de ces points d'eau souillés, d'envisager la réhabilitation et la construction de puits traditionnels et non aménagés de la ville et des vermifuges aux Centres de Santé de la place pour une bonne prise en charge des malades.

Pour rappel, une pluie dilu-



viennne s'était déjà abattue sur cette Cité de Dungu dimanche 28 Juillet 2024, laissant 120 ménages sans abris, selon une précédente note d'information de la Caritas-Développement Dungu-Doruma.

Haut-Uélé : le Gouvernement provincial au secours des sinistrés des inondations de Dungu



Photo de distribution de l'aide à Duru (Photo d'archive/caritas)

Le gouvernement provincial du Haut-Uélé n'est pas resté insensible face à la situation précaire des sinistrés des inondations de Dungu. Il a réuni toutes les forces vives de Dungu depuis le vendredi dernier pour leur remettre une enveloppe de 25.000 \$ destiné aux ménages sinistrés vivant dans le Territoire de Dungu. La remise symbolique par les autorités provinciales elles-mêmes a eu lieu le samedi 31 août dernier. « Cette somme est destinée à l'achat des bâches, haricots, savons et sel », indique Monsieur l'Abbé Jean-Claude Gingbiyo, de la Caritas-Développement Dungu-Doruma.

Une Commission ad hoc a été mise sur pied. Elle s'attèle à identifier les sinistrés de premier rang, de manière à réaliser une distribution qui tienne compte des moyens disponibles par rapport à l'ampleur des dégâts ainsi qu'au nombre des sinistrés, a ajouté le prêtre. Ce dernier a précisé que cette distribution commence ce mercredi.

Pour rappel, depuis quelques semaines, la Caritas-Développement Dungu-Doruma ne cesse de plaider pour une aide humanitaire d'urgence en faveur de population victime des inondations dans le territoire de Dungu, ayant causé d'énormes dégâts matériels à environ 1.248 ménages.

Crise du M23 en Diocèse de Butembo-Beni : le Réseau Caritas lance un projet multisectoriel d'urgence pour assister 820 ménages déplacés en zone de santé de Alimbongo



La Caritas Congo Asbl et la Caritas Butembo-Beni ont présenté et lancé officiellement le projet d'urgence pour répondre aux besoins de populations déplacées de la crise M23, en zone de santé de Alimbongo, mardi 03 septembre 2024. Cette réponse rapide et multisectorielle vise 820 ménages, soit environ 4920 personnes déplacées, en territoire de Lubero, dans la province du Nord-Kivu.

Casimir DJOKO de Caritas Congo Asbl et François KAPUTU, chargé de Programme à la Caritas Butembo-Beni ont d'abord présenté le projet à l'Administrateur Militaire du territoire de Lubero, le Colonel Alain KIWEWA.

« Grâce au soutien financier de la Caritas Internationalis, la Caritas Butembo-Beni va assister 820 ménages en territoire de Lubero. C'est un projet multisectoriel d'urgence qui va intervenir dans trois volets : la sécurité alimentaire, les articles ménagers essentiels et les kits d'hygiène intime. Pour les deux premiers secteurs, Caritas a opté pour l'approche de la foire, et pour les kits hygiéniques, ils seront remis à chaque femme bénéficiaire » explique Casimir DJOKO de la Car-

itas Congo Asbl.

L'Administrateur militaire du territoire de Lubero reconnaît les multiples besoins qu'ont les sinistrés de la crise M23 dans cette partie de la province du Nord-Kivu. Il a exprimé sa gratitude au Réseau Caritas pour son souci d'aider les populations dé-

placées et victimes des violences armées. Rencontré à son office, le Colonel Alain KIWEWA a rassuré la Caritas de son accompagnement pendant toute la période de mise en œuvre de ce projet et promet de mettre en place tous les moyens nécessaires pour garantir la sécurité des équipes, dans cette zone potentiellement



projet a été présenté à 20 personnes, parmi lesquelles les autorités locales, les services de sécurité, les chefs coutumiers, les leaders communautaires et aux membres de la communauté de Alimbongo, dans la chefferie des Batangi.

L'équipe de Caritas a donné des informations générales du projet, notamment sa durée, la zone ciblée, les caractéristiques des ménages concernés, l'approche qui sera utilisée et la nécessité pour ces leaders communautaires à accompagner ce projet enfin d'atteindre les résultats escomptés.

Les membres de la communauté ont apprécié ce geste de la Caritas qui vise à soulager la souffrance des personnes vulnérables, en leur apportant des vivres et des articles ménagers essentiels.

Elie Mbulegheti / Caritas Développement Butembo-Beni

La RDC réceptionne les premiers vaccins contre la Mpox

Les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ont le plaisir d'annoncer l'arrivée de la première livraison de 99 100 doses de vaccin contre la mpox JYNNEOS. Cet envoi devrait permettre de lancer une campagne de vaccination cruciale visant à contrôler l'épidémie de mpox en République démocratique du Congo (RDC). Ces doses de vaccin ont été officiellement réceptionnées par le ministre de la Santé publique de la RDC, Dr Samuel Roger Kamba, en présence de S.E. le Dr Jean Kaseya, directeur général d'Africa CDC, du représentant de l'UNICEF en RDC, Grant Leaity, et du directeur général de l'Autorité européenne de préparation et réponse en cas d'urgence sanitaire (HERA), Laurent Muschel.

Depuis le début de l'année 2024, la RDC a rapporté plus de 4 901 cas confirmés de mpox et plus de 629 décès, ce qui représente une forte augmentation des infections et des décès par rapport aux années précédentes. L'introduction du vaccin JYNNEOS en RDC est une action décisive pour limiter la propagation et protéger les populations les plus exposées.

À la suite de la déclaration de la mpox comme urgence de santé publique de sécurité continentale (USPSC) par Africa CDC le 13 août 2024, un appel urgent a été lancé à la communauté internationale afin d'obtenir des vaccins pour les nations africaines.

Citations

« Nous sommes heureux de recevoir la première livraison d'environ 100,000 doses du vaccin JYNNEOS en RDC, avec 100 900 doses supplémentaires arrivant ce samedi 7 septembre 2024. D'ici la fin de la semaine, un total de 200 000 doses sera disponible dans le pays », a déclaré S.E. Dr. Jean Kaseya, directeur général d'Africa CDC. « Ces vaccins



sont essentiels pour protéger notre personnel de santé ainsi que les populations vulnérables, et pour freiner la propagation de la mpox. Cette étape importante témoigne du partenariat solide entre Africa CDC, l'Union européenne à travers l'Autorité européenne de préparation et réponse en cas d'urgence sanitaire (HERA) et Bavarian Nordic. Nous nous engageons pleinement à ne laisser personne de côté dans notre mission de protéger nos populations et contrôler cette épidémie ».

S.E. Dr. Jean Kaseya, directeur général, Africa CDC

« La réception de ces vaccins est une étape essentielle dans notre combat contre la mpox. Notre engagement est de garantir la santé de notre population, en particulier celle de nos enfants, qui sont les plus vulnérables. Nous travaillerons en étroite collaboration avec nos partenaires pour limiter la propagation de cette maladie et garantir un avenir sain pour tous les Congolais. »

Dr Samuel Roger Kamba, ministre de la Santé publique, hygiène et Prévention, RDC

« Nous sommes ravis d'avoir pu répondre à l'urgence de santé publique de portée internationale en un temps record, en veillant à ce que les vaccins arrivent en RDC dès aujourd'hui. La livraison de vaccins est la première étape de la réponse globale de Team Europe pour faire face à la crise. Nous continuerons

à travailler main dans la main avec nos partenaires pour veiller à ce que les populations vulnérables soient protégées sur l'ensemble du continent ».

Laurent Muschel, directeur général de l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA)

« L'arrivée de ces vaccins est une étape importante sur le plan sanitaire en ce qu'ils permettront de protéger les communautés, en particulier les agents de santé et les personnes à risque », a déclaré Grant Leaity, Représentant de l'UNICEF. L'UNICEF s'est engagé à soutenir le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention dans la distribution de ces vaccins, et appuyer les opérations de vaccination pour s'assurer qu'ils atteignent les personnes les plus vulnérables ».

Grant Leaity, Représentant de l'UNICEF en RDC

La mpox est une maladie évitable et la vaccination avec JYNNEOS s'est avérée très efficace pour réduire la transmission et prévenir les complications graves. Le ministère de la santé de la RDC, en partenariat avec l'UNICEF, évalue activement les besoins des enfants et des adolescents afin d'étendre la couverture vaccinale à des populations plus jeunes si nécessaire. Il est recommandé de vacciner contre la mpox les personnes à risque tels les agents de santé et les populations clés.

Avec Africa CDC

Caritas Kamina lance la formation des enquêteurs indépendants pour la distribution post monitoring



C'est le 16 juillet 2024 que la Caritas Kamina a lancé la formation des Enquêteurs et Superviseurs indépendants pour l'enquête Post Distribution Monitoring (PDM), projet de la Caritas Congo Asbl, financé par AMF (Against Malaria Foundation).

Ce suivi post distribution des MIILDs a comme objectif principal, de surveiller la présence, l'utilisation et l'état des moustiquaires (MIILD) dans 1,5% des ménages de la province du HAUT-LOMAMI à 9, 18 et 27 mois après la campagne de distribution. Un autre objectif du PDM est de rappeler et d'encourager les communautés à utiliser correctement les moustiquaires imprégnées distribuées.

La Province du Haut-Lomami a reçu au cours de la campagne qui a eu lieu entre Octobre - Novembre 2023, 2 541 392 MIILDs qui ont été distribuées à 867 899 ménages.

Pour rappel, la Caritas Ka-

mina a reçu l'appui de la Caritas Congo Asbl dans la réalisation de l'enquête PDM en son premier cycle de 9 mois après la campagne de la distribution des MIILD dans la province du Haut-Lomami.

Cette enquête ciblera 13 668 ménages pour la visite et 650 ménages pour la revisite dans l'ensemble de la province constitué de 16 zones de santé. Pour assurer le contrôle qualité des données qui seront collectées par les enquêteurs, une revisite sera faite sur les 5 % des ménages qui ont été enquêtés principalement avec une équipe différente de la première.

C'est dans ce contexte que Caritas Kamina a signé un accord de collaboration avec Caritas Congo Asbl pour effectuer la mission du suivi post-distribution dans la Province du Haut-Lomami.

Le traitement, la sélection des dossiers de candidatures effectué en pompe par Monsieur Adolph et les candidats retenus

doivent avoir (licence : profil requis pour les superviseurs et graduat : profil requis pour les enquêteurs) sont passé par le test écrit, puis par l'interview qui ont précédé la formation. Cette dernière a débuté du 16 au 18 juillet 2024 à Kamina, chef-lieu de la Province du Haut-Lomami.

Les candidats superviseurs et enquêteurs, toute confession religieuse confondue ont reçu la formation théorique (le premier jour) par Monsieur Jean Claude KITHIMA. La partie pratique ou technique a été présentée par Monsieur Adolph pendant deux jours.

Pendant trois jours de formation, tous les candidats n'ont pas manqué de saluer la pertinence et la qualité de la matière dispensée.

**Jean Claude TAMBWE/
Chargé de Communication de
la Caritas Kamina**

Kongo Central : Caritas Congo Asbl et les Autorités sanitaires s'engagent pour le renforcement de la vaccination de routine



Dr Tshiteku Kaboto Nestor Bonheur, Médecin Chef de Division Provinciale de la Santé du Kongo Central, a salué le projet d'appui aux OSC (Organisations de la Société Civile) pour le renforcement de la vaccination de routine dans 8 Zones de Santé qu'il a officiellement lancé lundi 15 juillet 2024 dans la salle des conférences de la paroisse Sacré-Cœur / Kinkanda de Matadi. « Ce projet arrive à point nommé, au regard de la problématique des enfants « zéro dose », sous ou incomplètement vaccinés et ceux en conflit avec le calendrier vaccinal pour leur récupération, tout en mettant l'accent sur l'appui communautaire à travers les CAC (Cellules d'Animation Communautaire) », a-t-il déclaré.

Une trentaine de participants ont pris part à cette cérémonie : Médecin Inspecteur Provincial (MIP), Médecin Chef de Division de la DPS, Médecin Chef d'Antenne PEV (Programme Elargi de Vaccination), Médecins chefs de

Zones de Santé, Bourgmestres, Représentants des Partenaires Techniques et Financiers (Unicef, Sanru...) , Société Civile, des Infirmiers Superviseurs et les Animateurs Communautaires, le Représentant de l'Evêque de Matadi, le Coordonnateur de la Caritas-Développement Matadi et son Staff, la presse locale.

Au nom du Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, Dr Mathieu Bikoko (Chargé de Programmes) a présenté le contexte, les Objectifs, Stratégies, Zones d'intervention, Activités, Résultats attendus et Parties prenantes de ce projet. Il a précisé qu'il est financé par Gavi Alliance, à travers le Récipiendaire Principal Sanru Asbl. Il sera mis en œuvre par Caritas Congo Asbl, en collaboration avec ses Bureaux Diocésains des Œuvres Médicales (BDOM) Matadi et Boma.

D'une durée d'une année, ce projet couvrira huit Zones de Santé (ZS) du Kongo Central : ZS Nzanza, Nsonampangu, Inga et Matadi pour le BDOM Matadi

et les ZS Boma, Boma Bungu, Moanda et Kitona pour le BDOM Boma.

En fait, dans le cadre de l'appui au plan de rattrapage des enfants zéro dose et sous-vaccinés en RDC, Caritas Congo Asbl, partenaire du Gouvernement congolais, s'est engagée dans la mobilisation des ressources auprès des Bailleurs de fonds, don't GAVI Alliance à travers une proposition qui a ciblé 8 ZS de la province du Kongo Central. « Ce financement, initialement prévu pour appuyer le plan d'accélération de la vaccination contre la COVID-19, a été orienté vers le renforcement de la vaccination de routine avec focus la recherche et l'atteinte des enfants « zéro dose », sous ou incomplètement vaccinés. Le but est de renforcer, non seulement la communication de proximité, mais aussi et surtout appuyer la vaccination de routine avec la recherche des enfants « zéro dose », sous ou incomplètement vaccinés dans 3 provinces de la RD Congo », a indiqué Dr Bikoko.

Kongo Central : Caritas Congo Asbl et les Autorités sanitaires s'engagent pour le renforcement de la vaccination de routine

complété par Dr Léon Batantu, Médecin Chef d'Antenne PEV Matadi, qui a présenté la situation de la vaccination dans les trois Antennes de cette province. Après avoir brossé un tableau sombre, avec notamment un taux de 12% d'enfants zéro dose en 2022 et 14% en 2023, il a plaidé pour la prise en compte de l'Antenne de Mbanza-Ngungu. « Pour cette année, nous travaillons avec une population de 4.785.801 habitants, avec une superficie de 53.920 Kms-carré, et une densité de 89 habitants au kilomètre », a-t-il fait savoir.

Soucieux de la récupération des enfants zéro dose et sous-vaccinés, le CD de la DPS, Dr Tshiteku, a demandé « l'implication totale de 8 Médecins Chef de Zones de Santé (MCZ), bénéficiaires de cet appui, pour que des analyses approfondies puissent être faites, en associant les Infirmiers Titulaires et les Relais Communautaires, afin que chaque enfant cible (0 à 23 mois), ne passe inaperçu aux séances de vaccination ».

En effet, le Dr Mathieu Bikoko de la Caritas a indiqué que les objectifs de ce projet sont :

- intensifier les activités de communication de proximité et d'engagement communautaire à travers les acteurs communautaires locaux et les leaders d'opinion du réseau professionnel de façon à susciter la demande et la confiance aux vaccins, particulièrement pour les populations mal desservies et non desservies au niveau communautaire ;
- appuyer les ZS ciblées à réduire de moitié le taux d'abandon des enfants à la vaccination de routine DTC1-



DTC3 dans les ZS ciblées du Kongo Central par la récupération des perdus de vue ;

- réduire de moitié le nombre d'enfants non vaccinés (zéro dose) et sous vaccinés dans les ZS ciblées de Kongo Central et ;
- d'appuyer l'intégration de la vaccination contre la COVID-19 dans la vaccination de routine.

Des échanges riches et constructifs

Un riche jeu de questions-réponses entre l'assistance et les deux orateurs (Caritas Congo Asbl et MCA) a été ponctué des suggestions pertinentes, comme celles du Médecin Inspecteur Provincial (Dr Sabin Ilonga) et un Représentant de l'Unicef. Le MCA a reconnu la nécessité de désagréger les données de base au lancement et les résultats obtenus dans les Zones ciblées à la fin de la durée dudit projet, afin de déterminer les performances réalisées par cet appui. Pour sa part, le Médecin Chef de Division Provinciale de la Santé Kongo Central a recommandé que ce projet soit clôturé par un autre atelier, en vue d'en dégager les résultats avec toutes les Parties prenantes. En fait, les organisations de la Société Civile sont des partenaires clés de Gavi Alliance jouant un rôle important dans les efforts visant à ce que chaque enfant puisse bénéficier du service de vaccination.

Une photo de famille et un cocktail ont clôturé cette cérémonie de lancement du projet d'appui aux OSC pour le renforcement de la vaccination de routine dans 8 Zones de Santé du Kongo Central.

Pour mémoire, Gavi, l'Alliance du Vaccin, aide à vacciner plus de la moitié des enfants du monde contre les maladies infectieuses mortelles et invalidantes. Dans le cadre de sa mission visant à sauver des vies et à protéger la santé des populations en augmentant l'utilisation équitable et durable des vaccins, Gavi a aidé à vacciner plus d'un milliard d'enfants dans 78 pays à faible revenu, évitant ainsi plus de 17,3 millions de décès futurs.

Guy-Marin Kamandji (Envoyé spécial)

Kongo Central : le BDOM Boma en appui aux Centres de Santé pour la sensibilisation et récupération des enfants en conflit avec le calendrier vaccinal



Les Centres de Santé et leurs équipes de terrain (Infirmiers, Relais Communautaires, etc.) continuent à se déployer dans la Zone de Santé de Boma-Bungu pour des séances de sensibilisation et de vaccination, avec l'appui du Bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM) Boma. Cela, dans le cadre du projet d'appui aux OSC (Organisations de la Société Civile) pour le renforcement de la vaccination de routine dans 8 Zones de Santé de la province du Kongo central.

Ce projet est financé par Gavi Alliance, à travers le Récipiendaire Principal Sanru Asbl. Il est mis en œuvre par Caritas Congo Asbl, en collaboration avec ses Bureaux Diocésains des Œuvres Médicales (BDOM) Matadi et Boma pour une durée d'une année.

Le but de ce projet est de renforcer, non seulement la communication de proximité, mais aussi et surtout d'appuyer

la vaccination de routine avec la recherche des enfants « zéro dose » ou incomplètement vaccinés. Il couvre huit Zones de Santé (ZS) du Kongo Central : ZS Nzanza, Nsonampangu, Inga et Matadi pour le BDOM Matadi et les ZS Boma, Boma Bungu, Moanda et Kitona pour le BDOM Boma.

Ainsi, sous la supervision de la Caritas Congo Asbl, le BDOM Boma met en œuvre ledit projet dans quatre Zones de Santé suivantes : les ZS Boma, Boma Bungu, Moanda et Kitona.

L'Eglise CEAC/Boma II et le marché Kitsamuna couverts

Ce travail en synergie était visible dimanche 1^{er} septembre 2024 pour la sensibilisation et récupération des enfants en conflit avec la vaccination. La cible a été la Zone de Santé de Boma-Bungu, dans l'Aire de Santé Km 8/A, précisément à la paroisse Porte Etroite de l'Eglise CEAC/Boma II.

Vingt-six enfants ont été vaccinés au cours de cette séance, parmi lesquels 7 enfants « zéro dose » et 11 sous-vaccinés.

Les antigènes (vaccins) suivants ont été utilisés : VPO0:1, PENTA :1=8, PENTA :2=4, PENTA :3=4, VPO :1=8, VPO :2=4, VPO :3=4, ROTA : 1 = 8, ROTA : 2 =4, ROTA : 3 =4, DTC : 1 =8, DTC : 2 =4, DTC : 3 =4, VPO : 1 =4, VAA : 7, VARA : 1 = 7 ; VPI : 2 = 7 ; VAR :2=2.

Le même dimanche, une équipe a sensibilisé les fidèles de l'Eglise Bundu Dia Kongo de Boma.

Dans la même lancée, une autre équipe s'était déployée jeudi 29 août 2024 au marché Kitsamuna, dans la ZS de Boma-Bungu, Aire de Santé Km 8/B, Centre de Santé Km 8/B.

Ici, 24 enfants ont été vaccinés, dont 16 enfants récupérés (parmi lesquels 3 enfants « zéro dose » et 13 sous-vaccinés) et les 8 autres étaient dans la norme, c'est-à-dire, pas en conflit avec la vaccination. Les vaccins ou antigènes utilisés étaient : DTC, VPI, VAR, VPO, ROTASUL, PENTA ET VAA.

Pour rappel, le projet d'appui aux OSC (Organisations de la Société Civile) pour le renforcement de la vaccination de routine dans 8 Zones de Santé de la province du Kongo central a été lancé officiellement lundi 15 juillet 2024 à Matadi.

Guy-Marin Kamandji

Kongolo : des Peuples Autochtones Twa formés sur les soins de santé primaires et le dosage des médicaments en médecine traditionnelle



La Caritas - Développement Kongolo (CDK) a récemment organisé une session de formation portant sur « le dosage des médicaments pour le traitement des maladies en médecine traditionnelle » et « les soins de santé primaire en médecine moderne ». Cette formation rentre dans le cadre du projet « Promotion des droits des Peuples Autochtones Pygmées - PPA », mises-en œuvre dans le Territoire de Kongolo par la CDK avec l'appui technique et financier de l'organisation allemande MISEREOR.

Tenue dans la localité Lemba à environ trente Kilomètres de Kongolo centre, cette session a connu la participation de quarante personnes parmi lesquelles 17 Twa tradi - praticiens, 11 Twa matrones traditionnelles et 12 infirmiers titulaires (IT) des structures sanitaires ciblées. Les participants ont été sélectionnés dans différents villages de la zone d'intervention du projet, don't, Xavier, Kaseya - Musuyu, Kaseya - Biwaya, Kilile, Lushindoyi, Lemba village, Lemba mission, Kilomboyi, Namilolo, Kabwe et Lubunda mission sur la rive gauche du fleuve Congo.

Ladite formation a été co-animée par Messieurs Asubeti MANDEVU et NGONGO TANGANIKI, tous superviseurs des soins de santé primaires au bureau central de la zone de santé de Kongolo, ainsi que le Médecin traditionnel, NYEMBO Bendera, représentant des tradi - praticiens dans le Territoire de Kongolo.

Par ailleurs, l'objectif poursuivi par cet atelier de formation était de standardiser le traitement par les plantes médicinales ainsi que leur dosage pour limiter les dégâts qui surviennent parfois faute de la non maîtrise du dosage lors de traitement traditionnel des maladies surtout en milieu des PPA qui en majorité reste attaché à la médecine traditionnelle. Il est à noter que cet atelier était aussi une occasion d'échanger les expériences entre le personnel soignant moderne(IT) et les tradi - praticiens, mais aussi entre les tradi - praticiens eux - mêmes. "La médecine traditionnelle est très rependue si pas le seul moyen de se faire soigner des PPA Pygmées que nous accompagnons. Ces derniers sont vulnérables et n'ont pas la possibilité de se faire soigner dans les structures de santé modernes ; d'où le projet

a prévu cette formation pour encadrer les tradi - praticiens Twa en vue de renforcer leurs capacités et promouvoir la médecine traditionnelle qui du reste est un héritage culturel des ancêtres", a indiqué Monsieur Félix NKULU, Chef de projet et Référent du Bureau Diocésain de Développement (BDD) de la Caritas - Développement Kongolo.

Il a aussi ajouté que cette formation se tiendra aussi à Mbulula sur la rive droite du fleuve Congo. Pour sa part, M. Espérant NYEMBO, superviseur des soins de santé primaires au Bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM) de la CDK, "les soins de santé primaires sont importants en ce sens qu'ils sont un droit fondamental de l'être humain en combattant les inégalités flagrantes dans la situation sanitaire des peuples. Ils visent aussi la promotion et la prévention/protection de la santé des individus".

Aperçu d'un travail en groupe sur la médecine traditionnelle

En somme, parmi les matières abordées au cours de cette formation figurent : le chapitre consacré aux soins de santé primaires dont la consultation curative, la consultation prénatale(CPN), l'accouchement, la consultation préscolaire(CPS), la consultation postnatale(CPON) et enfin la vaccination des enfants et femmes en âge de procréation ; ceci concernait la médecine moderne. Et sur le plan de la médecine traditionnelle, il a été question des maladies soignées par la médecine traditionnelle, les plantes médicinales ainsi que le dosage de chaque médicament.

*Crispin N. Communicateur/
CDK*

Journée Internationale des Peuples Autochtones : Mme Paris Mona, elle-même PA, s'exprime



Le 09 août de chaque année le monde entier célèbre la Journée Internationale des Peuples autochtones (JIPA). Pour cette année 2024, le thème principal est « *les Peuples Autochtones ont droit d'être protégés quand ils isolent en situation volontairement de leur milieu de contact initial* ». Mme Paris Mona Kapupu est une femme autochtone. Elle est Assistante du Chargé de Communication de la Caritas Congo Asbl. Abordée par caritasdev.cd, elle plaide pour la création d'un fonds national pour garantir le développement et l'intégration des Peuples Autochtones, prévue par la Loi n°22/039 du 15 juillet 2022 portant protection et promotion des Peuples Au-

tochtones.

Dahlia Mutombo : Voulez-vous vous présenter brièvement ?

Paris Mona : Je réponds au nom de Paris Mona Kapupu, je suis Assistante du Chargé de Communication de la Caritas Congo Asbl. Je suis une femme autochtone pygmée de la communauté BAMBUTI au Sud-Kivu à l'Est de la RDC, engagée dans la défense des droits des Peuples Autochtones, en particulier des femmes.

Dahlia Mutombo : Quel sens donnez-vous à la Journée Internationale des Peuples Autochtones et quel en est le thème pour cette année 2024 ?

Paris Mona : Cette journée,

nous la considérons comme journée de notre indépendance. Elle nous rappelle notre histoire en tant que peuple victime de discrimination et d'injustice. Cette journée, elle est une occasion qui nous permet de sensibiliser davantage sur notre identité, notre mode de vie, notre culture traditionnelle. Elle nous permet également de faire le plaidoyer pour nos terres, nos forêts qui ont été emparées par d'autres communautés. C'est aussi une occasion pour nous de partager les avancées, les problématiques des autochtones dans notre pays, de rappeler aux communautés internationale et nationale d'honorer l'engagement pour la protection et les droits des peuples autochtones.

Journée Internationale des Peuples Autochtones : Mme Paris Mona, elle-même PA, s'exprime

Pour cette année, la Journée Internationale des Peuples Autochtones se concentre sur la protection des droits des Peuples Autochtones en situation d'isolement volontaire et de contact initial.

Dahlia Mutombo : La RDC serait-elle sur la bonne voie dans le respect des droits des Peuples Autochtones par la loi les concernant ? Si oui, comment ?

Paris Mona : Nous saluons déjà les efforts de la RDC concernant la reconnaissance de droit de Peuples Autochtones à travers la Loi n°22/039 du 15 juillet 2022 portant protection et promotion des droits des Peuples Autochtones Pygmées. Cette loi propose des innovations très considérables. On peut citer entre autres : la création d'un fonds national pour garantir le développement et l'intégration des Peuples Autochtones Pygmées dans la vie nationale et pour adresser la question centrale du droit à la terre et aux ressources naturelles, à la santé, à la culture et à l'éducation, conformément à notre mode de vie traditionnel, l'accès gratuit à la justice, ...

Par ailleurs, les mesures d'application de cette loi restent encore un défi. Les parties prenantes travaillent déjà sur les pistes des textes de mesures d'application pour sa mise en œuvre.

Nous invitons toutes les parties prenantes à fournir des efforts pour la mise en application effective de ladite loi.

D'autres avancées que nous pouvons signaler, c'est en rapport avec les réformes et politiques qui prennent compte les dépositions de Peuples Autochtones sur la politique foncière, aménagement du territoire, agriculture,...

Dahlia Mutombo : Quels messages adresseriez-vous aux Communautés Autochtones, aux Autorités publiques à divers niveaux, aux Partenaires au développement et à la population congolaise en général à l'occasion de cette journée. ?

Paris Mona : Cette Journée des Peuples Autochtones est une occasion pour moi de rendre hommage aux Peuples Autochtones de l'Est de la République qui vivent dans l'insécurité suite aux guerres en répétition. Malgré leur nomadisme, ils sont victimes des déplacements forcés de leurs camps. La vie pour ces peuples est devenue très inquiétante. On signale plusieurs cas de décès par des bombes, de maladie, à la suite du manque d'accès aux soins pendant qu'ils n'ont plus droit à leur pharmacopée. La forêt où les Peuples Autochtones trouvent à manger est occupée par les groupes armés. Le thème même de cette année 2024, stipule que



les Peuples Autochtones ont droit d'être protégés quand ils isolent en situation volontairement de leur milieu de contact initial.

La malnutrition fait aussi face par manque de l'alimentation traditionnelle et naturelle. À l'occasion de cette journée, nous demandons aux autorités compétentes et aux partenaires d'avoir un regard particulier à la population autochtone tout en valorisant les actions concrètes visant à améliorer la situation sécuritaire de Peuples Autochtones.

*Propos recueillis par
Dahlia Mutombo (Stagiaire
Université Révérend Kim)*

Afrique : Une série d'ateliers sous-régionaux de renforcement des capacités des Peuples Autochtones tenue à Douala



du REPALEAC sous-régional ont marqué cette première journée. Cette étape a été suivie par la présentation du partenaire FSC Indigenous foundation sur l'historique, les activités menées par FSC et ses partenaires.

Du 26 au 27 août 2024, les participants ont appris les 12 principes clés de la gestion de projet, le concept de leadership, le plaidoyer et le lobbying.

Le Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale (REPALEAC), en collaboration avec la COMIFAC et la FSC-IF (Indigenous Foundation), a organisé du 26 au 31 août 2024 une série de formations sous-régionales pour les formateurs autochtones d'Afrique Centrale.

Ces ateliers sous-régionaux de renforcement des capacités des membres du REPALEAC se sont tenus à AKWA PALACE Hôtel, de Douala, en République du Cameroun.

Ces assises ont réuni les Peuples Autochtones venant du Gabon, Tchad, RDC, RCA, République du Congo, Rwanda, Burundi, Cameroun, les partenaires FSC Indigenous Foundation et l'USAID et d'autres participants en ligne.

Parmi les participants de la RDC figure Madame Paris Mona Kapupu, Assistante à la Cellule de Communication de la /Caritas

Congo Asbl.

L'objectif global de ces ateliers a été de procéder au renforcement des capacités des membres du REPALEAC sur le consentement libre, préalable et éclairé (FPIC), les normes FSC et les politiques de l'USAID sur les Peuples Autochtones. Il a été aussi question d'échanger sur le système de suivi et de collecte de données sur les droits, la culture, les terres et territoires des Peuples Autochtones en Afrique Centrale et dans le Bassin du Congo, mais aussi sur les concepts de plaidoyer, du leadership, et de gestion de projet.

Au premier jour de l'atelier, le Coordonnateur sous-régional Mr Joseph Itongwa a planté le décor tout en rappelant le contexte de ces ateliers qu'il a considéré de section d'échange entre les participants et les formateurs.

Les allocutions de la Coordinatrice du REPALEAC Cameroun, de la partenaire FSC Indigenous foundation, du Coordonnateur

Après l'exposé du formateur sur les 12 principes clés de gestion de projet pour une réussite d'un projet, les participants ont été soumis à une auto-évaluation en tant qu'un manager. A ce stade, il fallait aussi proposer des actions d'amélioration envisagées par le leader en vue de respecter les 12 principes assimilés.

Parmi ces 12 principes, on peut citer : mener les activités avec intégrité, attention et fiabilité, créer un environnement collaboratif, optimiser ses réponses de risques, favoriser le changement, ...

Les participants ont analysé dans les travaux de groupes les 12 principes clé de la gestion du projet et ont présenté le résultat de travaux de groupes en plénière.

Les Peuples Autochtones appelés à jouer différents rôles d'un leader

Pour ce qui est du leadership, le facilitateur a expliqué la pre-

Afrique : Une série d'ateliers sous-régionaux de renforcement des capacités des Peuples Autochtones tenue à Douala

mière chose à retenir quand on parle du leadership est de comprendre d'abord son environnement. Le rôle du leader et son style de leadership et son potentiel sont les notions essentielles à comprendre quand on est un leader, a fait savoir le facilitateur. Chaque participant a évalué son plan de développement personnel en tant que leader et a proposé des actions à améliorer en tant que vrai leader.

Il sied de signaler parmi les rôles d'un leader : le rôle d'informateur, décisionnel, interpersonnel, etc.

Le deuxième atelier tenu du 28 au 29 août 2024 a porté sur la cartographie participative.

Après les exposés où ont été présentés la cartographie participative, la cartographie participative géo référencée et l'élaboration d'un plan de mise en œuvre et de diffusion des résultats de la formation, sont intervenus les travaux de carrefour dont les résultats ont été mis en commun en séance plénière.

Les participants ont été regroupés en 6 groupes et ont été soumis à un travail pratique de terrain sur la cartographie participative. Chaque groupe a eu son espace à cartographier et les participants ont téléchargé l'application Kobocollbox pour permettre de renseigner et de collecter les différentes informations de chaque groupe. Il a été demandé à ces six groupes de donner un but de la cartographie, l'orientation, la représentation sur la carte et la légende. Chaque groupe a présen-



té en plénière son travail et s'en était suivi de commentaires des autres participants.

La projection de résultats envoyés dans l'application Kobo a été commentée par le facilitateur.

L'USAID engagé à appuyer les PA dans leur développement

Vendredi 30 août 2024, le troisième atelier s'est focalisé sur les politiques de l'USAID concernant les Peuples Autochtones. Cette session a été animée par le partenaire USAID en ligne. Il s'agit de Madame Sarah Banda et VY LAM de l'USAID.

Le Conseil de Peuples Autochtones à l'USAID, Mr. VY a présenté l'USAID, l'approche de l'USAID sur le FPIC (consentement libre, préalable et éclairé) et le concept sur les droits de PA.

Le partenaire FSC forests for all forever a également exposé sur la présentation de son organisation, les processus de développement des normes nationales, les exigences sociales de la norme FSC relatives aux PA.

Le FSC a partagé l'expérience sur la mise en œuvre du CLIP (consentement libre, préalable)

en République du Congo, engagement avec les Peuples Autochtones et la collaboration du FSC avec la fondation IF.

Le présentateur a souligné que le FSC s'engage à garantir le respect de droits de propriété, d'utilisation et de gestion des terres des populations autochtones dans toutes les forêts du monde.

Le quatrième atelier, tenu le 30 août 2024 s'est concentré sur le mécanisme de fonds du Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (REPALEAC).

Cet atelier a été animé par le Coordonnateur sous-régional du REPALEAC. Il a présenté le contexte stratégique du programme, la description du programme, les parties prenantes et l'analyse de risques.

A la fin de cette présentation, il a été demandé aux coordinations nationales du REPALEAC, constituées de 9 pays cités ci-haut de faire la synthèse des recommandations et perspectives.

Paris MONA



